

Contraception : un médecin du travail parle

Article rédigé par *Dr Catherine Bolze*, le 22 juillet 2005

Ma fille a subi l'épreuve de Première "L" du Bac 2005. Comme mère, j'ai réagi avec elle et ses camarades auprès des autorités. Comme médecin du travail, je veux parler aussi, pour témoigner de la réalité de la contraception, dont on demande aux élèves français "de citer les moyens" et de "donner le principe de leur action".

À l'heure où l'on prône la liberté de penser, où des émissions de télévision à succès s'appellent "C'est mon choix", s'il est vraiment un domaine où l'on doit redonner à chaque femme sa responsabilité, c'est moins la maîtrise de sa fécondité, cela reviendra après, que la maîtrise de sa contraception puisque les trois quarts des filles de 18 ans sont déjà sous pilule.

Comme médecin du travail, je constate que les gynécologues décident pour les femmes de leur contraception, puisqu'ils ne font aucune autre proposition que la pilule ou le stérilet. De plus cette méthode est une mine d'or pour les gynécos (les ordonnances sont renouvelées au prix de la consultation) et pour les laboratoires.

Beaucoup de gynécologues ne connaissent même plus la physiologie de la femme : il arrive très souvent que pour des cycles irréguliers, et chez une femme qui a un désir d'enfant, les gynécos prescrivent de la progestérone du seizième au vingt-seizième jour du cycle. La femme sera contente d'avoir des cycles réguliers, car la chute hormonale due à l'arrêt de la progestérone provoquera un saignement qu'elle prendra pour des règles, mais toujours pas de grossesse. Au bout de quelques cycles on lui proposera une FIV.

Or que ce sera-t-il passé ? J'ai vu plusieurs fois le cas : la femme peut avoir une ovulation plus tardive, après le seizième jour du cycle. Dans ce cas, la progestérone qu'on lui aura donnée coagulera la glaire cervicale et empêchera la montée des spermatozoïdes vers l'ovule, donc empêchera la fécondation alors que le traitement prétendait résoudre le problème.

Si on apprenait à la femme à se connaître, elle observerait la présence de glaire cervicale qui seule permet la survie des spermatozoïdes, (on peut l'améliorer si elle est déficiente), elle connaîtrait à peu près sa date d'ovulation (s'il y a moins de 12 jours entre sa date d'ovulation et ses règles on peut donner un peu de progestérone mais seulement après l'ovulation pour la raison signalée plus haut). On dédramatiserait ainsi beaucoup d'attente de grossesse en redonnant la maîtrise aux couples, cela coûterait également moins cher à la Sécurité sociale.

Je vois également un certain nombre de personnes qui ont des contre-indications à la pilule et à qui on ne le dit pas, voulant nier le problème et prétendant qu'il n'y a pas d'autres solutions : je pense au décès d'une maman sous pilule à 40 ans d'une embolie cérébrale, puis du décès de sa sœur de 25 ans, également sous pilule, après plusieurs jours de violentes céphalées. Personne n'avait voulu ou pu lui dire que cela pouvait venir de la pilule, qu'on a continué à prescrire à l'entourage.

J'ai vu il y a quelques temps une jeune fille (sous pilule) qui souffrait de troubles vasculaires au niveau du bras : je lui ai conseillé de voir d'urgence son gynéco, ce qu'elle n'a pas fait. Elle est revenue quelques mois plus tard, après une phlébite du membre supérieur et une embolie pulmonaire (heureusement, pas d'embolie cérébrale). Elle a maintenant une contre-indication définitive à la pilule.

J'ai vu aussi la prescription d'un stérilet à une femme musulmane sans qu'on lui dise qu'il s'agit d'un abortif, la prescription d'une amniocentèse comme si c'était un examen obligatoire (et la femme n'ose pas refuser), etc.

Quel rapport avec le sujet d'examen de SVT du Bac 2005 ? Pour moi, l'attitude de l'Éducation nationale procède du même phénomène : mensonge et déresponsabilisation des femmes pour tout ce qui concerne la

transmission de la vie. Il est urgent dans ce domaine de responsabiliser les jeunes femmes en leur montrant qu'elles sont manipulées et que personne ne doit décider pour elles.

> D'accord, pas d'accord ? Envoyez votre avis à Décryptage

>